



Chiffres Clés

STATISTIQUES
DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION

2020

Ministère de la Culture
Département des études,
de la prospective
et des statistiques



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Annexe

Calendrier législatif et réglementaire

2019

Archéologie

JO n° 19 du 23 janvier 2019 : arrêté du 20 décembre 2018 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

JO n° 301 du 28 décembre 2019 : arrêté du 23 décembre 2019 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

Architecture

JO n° 92 du 18 avril 2019 : arrêté du 9 avril 2019 relatif aux conditions d'attribution et au montant des indemnités des membres du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

JO n° 278 du 30 novembre 2019 : arrêté du 21 novembre 2019 fixant pour 2019 les taux de promotion pour l'avancement de grade dans les corps des professeurs et maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture.

Archives

JO n° 138 du 16 juin 2019 : arrêté du 22 mai 2019 modifiant l'arrêté du 21 janvier 1988 portant création du Conseil supérieur des archives.

JO n° 210 du 10 septembre 2019 : arrêté du 9 septembre 2019 portant ouverture des archives relatives à la disparition de Maurice Audin.

Monuments historiques

JO n° 31 du 6 février 2019 : arrêté du 31 janvier 2019 portant classement du site patrimonial remarquable d'Angers.

JO n° 43 du 20 février 2019 : arrêté du 14 février 2019 portant modification du périmètre du site patrimonial remarquable de Bordeaux.

JO n° 120 du 24 mai 2019 : arrêté du 22 mai 2019 portant désignation du préfet coordonnateur du bien Chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France inscrit au patrimoine mondial.

JO n° 120 du 24 mai 2019 : arrêté du 22 mai 2019 portant désignation du préfet coordonnateur du bien Fortifications de Vauban inscrit au patrimoine mondial.

JO n° 120 du 24 mai 2019 : arrêté du 22 mai 2019 portant désignation du préfet coordonnateur du bien Mont-Saint-Michel et sa baie inscrit au patrimoine mondial.

JO n° 138 du 16 juin 2019 : arrêté du 14 juin 2019 portant désignation du préfet coordonnateur pour l'élaboration du plan de sauvegarde et de mise en valeur de Mers-les-Bains-Le Tréport.

JO n° 160 du 12 juillet 2019 : arrêté du 2 juillet 2019 fixant le montant de l'indemnité spéciale allouée aux conservateurs et conservateurs-délégués des antiquités et objets d'art.

JO n° 170 du 24 juillet 2019 : arrêté du 5 juillet 2019 portant classement du site patrimonial remarquable des Baux-de-Provence.

JO n° 172 du 26 juillet 2019 : décret du 24 juillet 2019 autorisant le transfert des cendres de Maurice Genevoix au Panthéon.

JO n° 175 du 30 juillet 2019 : Loi n° 2019-803 du 29 juillet 2019 pour la conservation et la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris et instituant une souscription nationale à cet effet.

JO n° 226 du 28 septembre 2019 : décret n° 2019-995 du 27 septembre 2019 relatif au préfigurateur de l'établissement chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

JO n° 277 du 29 novembre 2019 : décret n° 2019-1250 du 28 novembre 2019 relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

JO n° 288 du 12 décembre 2019 : décret n° 2019-1338 du 11 décembre 2019 relatif à l'établissement public du Mont-Saint-Michel.

Musées

- JO n° 91 du 17 avril 2019 : arrêté du 16 avril 2019 portant **création de la mission de recherche et de restitution des biens culturels spoliés entre 1933 et 1945**.
- JO n° 125 du 30 mai 2019 : arrêté du 24 mai 2019 portant abrogation de l'arrêté du 23 avril 1998 portant **institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre**.
- JO n° 171 du 25 juillet 2019 : arrêté du 16 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 23 janvier 2004 portant **composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du Louvre**.

Audiovisuel, Cinéma, Presse, Télévision, Internet

- JO n° 0035 du 10 février 2019 : arrêté du 25 janvier 2019 portant **extension de l'accord pour le réaménagement de la chronologie des médias du 6 septembre 2018**.
- JO n° 0035 du 10 février 2019 : arrêté du 8 février 2019 pris en application de l'article L. 132-25-1 du code de la propriété intellectuelle et portant **extension de l'accord relatif aux œuvres documentaires n'entrant pas dans le champ d'application de l'accord du 6 juillet 20107 entre auteurs et producteurs**.
- JO n° 0069 du 22 mars 2019 : décret n° 2019-216 du 21 mars 2019 modifiant la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée et relatif au **délai d'exploitation des œuvres cinématographiques sous forme de vidéogrammes**.
- JO n° 0086 du 11 avril 2019 : décret n° 2019-297 du 10 avril 2019 relatif aux **obligations d'information des opérateurs de plateforme en ligne assurant la promotion de contenus d'information se rattachant à un débat d'intérêt général**.
- JO n° 0158 du 10 juillet 2019 : arrêté du 27 juin 2019 modifiant la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée et relatif à la **sélection de l'œuvre cinématographique représentant le cinéma français aux Oscars**.
- JO n° 0170 du 24 juillet 2019 : arrêté du 9 juillet 2019 pris en application de l'article L. 251-2 du code du cinéma et de l'image animée et portant **extension de l'avenant n° 2 à l'accord du 19 février 2016 sur la transparence des comptes et des remontées de recettes en matière de production audiovisuelle du 12 avril 2018**.
- JO n° 0172 du 26 juillet 2019 : loi n° 2019-775 du 24 juillet 2019 tendant à créer un **droit voisin au profit des agences de presse et des éditeurs de presse**.
- JO n° 0244 du 19 octobre 2019 : loi n° 2019-1063 du 18 octobre 2019 relative à la **modernisation de la distribution de la presse**.
- JO n° 0252 du 29 octobre 2019 : arrêté du 15 octobre 2019 pris en application des articles L. 251-2 et L. 251-6 du code du cinéma et de l'image animée et de l'article L. 132-25-1 du code de la propriété intellectuelle et portant **extension des avenants n° 1 et n° 2 à l'accord du 6 juillet 20174 entre auteurs et producteurs d'œuvres audiovisuelles relatif à la transparence des relations auteurs-producteurs et à la rémunération des auteurs du 17 avril 2019**.
- JO n° 254 du 31 octobre 2019 : loi n° 2019-1100 du 30 octobre 2019 relative à la **création du Centre national de la musique**.
- JO n° 0271 du 22 novembre 2019 : décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 relatif aux **annonces judiciaires et légales**.
- JO n° 0300 du 27 décembre 2019 : arrêté du 20 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le **salaires minimum des journalistes professionnels auteurs d'images fixes rémunérés à la pige**.
- JO n° 0282 du 5 décembre 2019 : décret n° 2019-1291 du 4 décembre 2019 portant **modification du décret n° 98-1009 du 6 novembre 1998 relatif au fonds d'aide au portage de la presse et du décret n° 2004-1312 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide au pluralisme de la presse périodique régionale et locale**.
- JO n° 0302 du 29 décembre 2019 : arrêté du 16 décembre 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au **tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales**.

Création artistique – Arts plastiques – Musique – Danse – Théâtre – Spectacles

- JO n° 0019 du 23 janvier 2019 : arrêté du 20 décembre 2018 portant **attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à La Maison des arts Georges et Claude Pompidou – MAGCP**.
- JO n° 0020 du 24 janvier 2019 : arrêté du 19 décembre 2018 portant **attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national au Centre international d'art et du paysage de l'île de Vassivière**.
- JO n° 0020 du 24 janvier 2019 : arrêté du 21 décembre 2018 portant **attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à Bétonsalon, centre d'art et de recherche**.
- JO n° 0020 du 24 janvier 2019 : arrêté du 21 décembre 2018 portant **attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à Le Grand Café, centre d'art contemporain**.
- JO n° 0020 du 24 janvier 2019 : arrêté du 24 décembre 2018 portant **attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à Le 19, centre régional d'art contemporain**.
- JO n° 0020 du 24 janvier 2019 : arrêté du 7 janvier 2019 portant **nomination au comité d'administration de la Comédie-Française**.
- JO n° 0031 du 6 février 2019 : arrêté du 14 janvier 2019 portant **attribution du label Orchestre national en région à l'Association pour la gestion de l'Orchestre d'Auvergne**.

- JO n° 0041 du 17 février 2019 : arrêté du 8 février 2019 portant modification de l'arrêté du 5 mai 2011 relatif au diplôme d'État de professeur de musique et fixant les conditions d'habilitation des établissements d'enseignement supérieur à délivrer ce diplôme.
- JO n° 0073 du 27 mars 2019 : arrêté du 28 février 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à La Chapelle Jeanne d'Arc, centre d'art contemporain.
- JO n° 0073 du 27 mars 2019 : arrêté du 13 février 2019 portant attribution du label Scène de musiques actuelles - SMAC à l'association L'ATM Association Trans Musicales, pour le projet ATM.
- JO n° 0079 du 3 avril 2019 : arrêté du 5 mars 2019 fixant la liste des structures éligibles aux mesures prévues par le décret n° 2018-1361 du 28 décembre 2018 relatif à la prolongation des mesures du Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps) et instituant des mesures en faveur de l'emploi des artistes lyriques.
- JO n° 0079 du 3 avril 2019 : arrêté du 15 mars 2019 portant attribution du label Scène de musiques actuelles - SMAC à la région personnalisée Régie musiques actuelles de Grand Angoulême - La Nef pour le projet de La Nef.
- JO n° 0079 du 3 avril 2019 : arrêté du 15 mars 2019 portant attribution du label Scène de musiques actuelles - SMAC à la région personnalisée Régie de l'équipement musiques actuelles L'Echonova pour le projet de L'Echonova.
- JO n° 0107 du 8 mai 2019 : arrêté du 5 avril 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2010 relatif aux conditions d'admission, au régime des études et aux modalités d'attribution du diplôme de créateur industriel et du diplôme de designer textile de l'École nationale supérieure de création industrielle.
- JO n° 0108 du 10 mai 2019 : arrêté du 11 avril 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association GwinZegal, centre d'art.
- JO n° 0116 du 19 mai 2019 : arrêté du 11 avril 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association 40mcube.
- JO n° 0166 du 19 juillet 2019 : arrêté du 26 juin 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Centre photographique d'Ile-de-France.
- JO n° 0166 du 19 juillet 2019 : arrêté du 26 juin 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association CRP/Centre régional de la photographie Hauts-de-France.
- JO n° 0166 du 19 juillet 2019 : arrêté du 27 juin 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Le Point du Jour, centre d'art - éditeur.
- JO n° 0166 du 19 juillet 2019 : arrêté du 5 juillet 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Vent des Forêts, espace rural d'art contemporain.
- JO n° 0166 du 19 juillet 2019 : arrêté du 2 juillet 2019 accréditant l'école régionale d'acteurs de Cannes et Marseille en vue de la délivrance de diplômes nationaux.
- JO n° 0195 du 23 août 2019 : décret n° 2019-875 du 21 août 2019 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement d'enseignement artistique.
- JO n° 0195 du 23 août 2019 : décret n° 2019-876 du 21 août 2019 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique.
- JO n° 0195 du 23 août 2019 : décret n° 2019-877 du 21 août 2019 relatif au diplôme d'État de professeur de cirque.
- JO n° 0214 du 14 septembre 2019 : arrêté du 26 juillet 2019 fixant la liste des étudiants ayant obtenu le diplôme national supérieur d'arts plastiques (DNSAP) de l'École nationale supérieure des beaux-arts.
- JO n° 0214 du 14 septembre 2019 : arrêté du 5 septembre 2019 relatif au diplôme d'État de professeur de cirque.
- JO n° 0221 du 22 septembre 2019 : arrêté du 18 juillet 2019 accréditant l'École nationale supérieure de création industrielle en vue de la délivrance de diplômes conférant un grade universitaire et de diplômes nationaux.
- JO n° 0221 du 22 septembre 2019 : arrêté du 30 août 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Chapelle Saint-Jacques.
- JO n° 0221 du 22 septembre 2019 : arrêté du 28 août 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Centre d'art Le Lait.
- JO n° 0221 du 22 septembre 2019 : arrêté du 29 août 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association Synagogue de Delme, centre d'art contemporain.
- JO n° 0223 du 25 septembre 2019 : arrêté du 12 juillet 2019 accréditant des établissements d'enseignement supérieur de la création artistique dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques en vue de la délivrance de diplômes conférant un grade universitaire.
- JO n° 0224 du 26 septembre 2019 : arrêté du 5 septembre 2019 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'art dramatique.
- JO n° 0224 du 26 septembre 2019 : arrêté du 5 septembre 2019 relatif au certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement d'enseignement artistique.
- JO n° 0227 du 29 septembre 2019 : décret n° 2019-1004 du 27 septembre 2019 relatif aux entrepreneurs de spectacles vivants.
- JORF n° 0230 du 3 octobre 2019 : arrêté du 26 septembre 2019 pris en application du décret n° 2019-14 du 8 janvier 2019 relatif au cadre national des certifications professionnelles.
- JO n° 0233 du 6 octobre 2019 : arrêté du 3 octobre 2019 portant nomination de maîtres d'art.

- JO n° 0247 du 23 octobre 2019 : arrêté du 3 octobre 2019 portant attribution du label Orchestre national en région à l'Orchestre symphonique de Bretagne.
- JO n° 0258 du 6 novembre 2019 : arrêté du 28 octobre 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à l'association du centre d'art contemporain du Creux de l'enfer – Thiers.
- JO n° 0264 du 14 novembre 2019 : arrêté du 7 novembre 2019 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public Cité du théâtre.
- JO n° 0270 du 21 novembre 2019 : arrêté du 15 novembre 2019 relatif aux droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation de l'expérience de l'École nationale supérieure de création industrielle.
- JO n° 0273 du 24 novembre 2019 : arrêté du 19 novembre 2019 portant attribution du label Scène de musiques actuelles - SMAC à l'association Superforma pour le projet de Superforma.
- JO n° 0289 du 13 décembre 2019 : arrêté du 4 décembre 2019 portant attribution du label Scène nationale au Théâtre du Beauvaisis situé à Beauvais.
- JO n° 0294 du 19 décembre 2019 : arrêté du 25 novembre 2019 fixant la liste des structures éligibles aux mesures prévues par le décret n° 2019-1011 du 1^{er} octobre 2019 relatif au Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps) et instituant des mesures en faveur de l'emploi des artistes lyriques et des artistes de la voix.
- JO n° 0297 du 22 décembre 2019 : arrêté du 19 décembre 2019 portant attribution du label Centre de développement chorégraphique national à la structure dénommée Chorège.
- JO n° 0297 du 22 décembre 2019 : arrêté du 30 novembre 2019 portant attribution du label Centre d'art contemporain d'intérêt national à La Kunsthalle - centre d'art contemporain de la ville de Mulhouse.
- JO n° 0299 du 26 décembre 2019 : arrêté du 16 décembre 2019 portant attribution du label Pôle national du cirque au Palc situé à Châlons-en-Champagne.

2018

Danse – Théâtre et spectacles – Spectacles musicaux

- **31 janvier 2018** : parution au *Journal officiel* n° 25 de l'arrêté du 25 janvier 2018 pris en application du décret n° 2017-1049 du 10 mai 2017 relatif à la participation d'amateurs à des représentations d'une œuvre de l'esprit dans un cadre lucratif.
- **8 février 2018** : parution au *Journal officiel* n° 32 de l'arrêté du 22 janvier 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif au contrôle des plafonds concernant la limite d'un nombre annuel de représentations par amateur intervenant à titre individuel.

Télévision

- **14 février 2018** : parution au *Journal officiel* n° 37 du décret n° 2018-93 du 12 février 2018 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la société nationale de programme France Télévisions.

Internet

- **14 février 2018** : parution au *Journal officiel* n° 37 du décret n° 2018-92 du 12 février 2018 fixant les modalités de renouvellement partiel du collège de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet.

Patrimoines

- **15 février 2018** : parution au *Journal officiel* n° 38 du décret du 13 février 2018 portant classement au titre des monuments historiques d'objets mobiliers conservés au château de Craon à Haroué (Meurthe-et-Moselle).

Architecture

- **17 février 2018** : parution au *Journal officiel* n° 40 du décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture et décret n° 2018-106 du 15 février 2018 relatif au conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture et décret n° 2018-108 du 15 février 2018 relatif aux intervenants extérieurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Patrimoines

- **4 mars 2018** : parution au *Journal officiel* n° 53 du décret du 2 mars 2018 décidant du transfert des cendres de Simone et d'Antoine Veil au Panthéon.

Livre et lecture

- **9 mars 2018** : parution au *Journal officiel* n° 57 du décret n° 2018-170 du 7 mars 2018 relatif au **prix du livre** en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, dans le département de Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Architecture

- **31 mars 2018** : parution au *Journal officiel* n° 76 de l'arrêté du 21 mars 2018 précisant la composition des conseils d'administration des écoles nationales supérieures d'architecture.

Cinéma

- **7 avril 2018** : parution au *Journal officiel* n° 81 du décret n° 2018-247 du 6 avril 2018 modifiant la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée et décret n° 2018-248 du 6 avril 2018 modifiant la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée.

Enseignement supérieur Culture

- **13 avril 2018** : parution au *Journal officiel* n° 86 de l'arrêté du 26 mars 2018 fixant les modalités d'élection au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels des représentants des personnels et des étudiants.

Cinéma

- **26 avril 2018** : parution au *Journal officiel* n° 97 de l'arrêté du 18 avril 2018 pris pour l'application des articles R. 423-4 et R. 423-6 du Code du cinéma et de l'image animée et fixant les modalités de rémunération du président, des membres et du rapporteur de la commission du contrôle de la réglementation.

Architecture – Enseignement supérieur Culture

- **26 avril 2018** : parution au *Journal officiel* n° 97 du décret n° 2018-299 du 24 avril 2018 fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux corps des professeurs et maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture.

Droits d'auteur

- **16 mai 2018** : parution au *Journal officiel* n° 111 du décret n° 2018-356 du 15 mai 2018 instituant une mesure de soutien au pouvoir d'achat des artistes-auteurs pour l'année 2018.

Musées

- **23 mai 2018** : parution au *Journal officiel* n° 116 du décret n° 2018-379 du 22 mai 2018 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Architecture – Enseignement supérieur Culture

- **26 mai 2018** : parution au *Journal officiel* n° 119 de l'arrêté du 22 mai 2018 relatif à l'élection des membres titulaires et suppléants du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Internet

- **30 mai 2018** : parution au *Journal officiel* n° 122 du décret n° 2018-405 du 29 mai 2018 relatif aux conditions de rémunération du président de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet.

Patrimoines

- **14 juin 2018** : parution au *Journal officiel* n° 135 du décret n° 2018-480 du 12 juin 2018 modifiant le décret n° 90-406 du 16 mai 1990 portant statut de l'Institut national du patrimoine.

Archéologie

- **29 juin 2018** : parution au *Journal officiel* n° 148 du décret n° 2018-537 du 28 juin 2018 relatif à l'évaluation archéologique en mer pris pour l'application de l'article L. 524-6 du Code du patrimoine.

Emploi culturel – Danse – Théâtre et spectacles – Spectacles musicaux

- **5 juillet 2018** : parution au *Journal officiel* n° 153 du décret n° 2018-574 du 4 juillet 2018 instituant un dispositif de soutien à l'emploi du plateau artistique de spectacles vivants diffusés dans des salles de petite jauge.

Patrimoines

– **19 juillet 2018** : parution au *Journal officiel* n° 164 du décret n° 2018-630 du 17 juillet 2018 portant **diverses dispositions communes à l'ensemble du patrimoine culturel**.

Enseignement supérieur Culture

– **21 juillet 2018** : parution au *Journal officiel* n° 166 de l'arrêté du 13 juillet 2018 fixant les **modalités d'accréditation des établissements publics nationaux d'enseignement supérieur de la création artistique et des établissements d'enseignement supérieur de la création artistique dans le domaine du spectacle vivant et des arts plastiques en vue de la délivrance des diplômes conférant un grade universitaire défini à l'article L. 613-1 du Code de l'éducation**.

Patrimoines

– **27 juillet 2018** : parution au *Journal officiel* n° 171 du décret du 25 juillet 2018 portant **classement au titre des monuments historiques des vestiges du château de Passy-les-Tours, à Varennes-lès-Narcy (Nièvre)**.

Radio

– **8 août 2018** : parution au *Journal officiel* n° 181 du décret n° 2018-719 du 3 août 2018 relatif aux **conditions d'indemnisation du président et du président suppléant de la commission** instituée par l'article 15 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Droits d'auteur

– **11 août 2018** : parution au *Journal officiel* n° 184 de l'arrêté du 3 août 2018 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2011 relatif au **remboursement de la rémunération pour copie privée**.

Presse

– **25 août 2018** : parution au *Journal officiel* n° 195 de l'arrêté du 20 août 2018 pris pour l'application du décret n° 98-1009 du 6 novembre 1998 modifié relatif au **fonds d'aide au portage de la presse**.

Radio

– **28 août 2018** : parution au *Journal officiel* n° 197 de l'arrêté du 8 août 2018 fixant le **barème de la subvention d'exploitation** prévu à l'article 5 du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la **liberté de communication**.

Enseignement supérieur Culture

– **2 septembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 202 de l'arrêté du 30 août 2018 fixant pour l'année 2018-2019 **les montants des droits de scolarité, d'examen et d'inscription aux concours ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience, dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture**.

– **8 septembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 207 de l'arrêté du 31 août 2018 relatif aux **droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation de l'expérience de l'École nationale supérieure de création industrielle**.

Presse

– **22 novembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 270 de l'arrêté du 12 novembre 2018 relatif à la **constitution du dossier pour une demande de subvention ou d'avance au titre du fonds stratégique pour le développement de la presse**.

– **24 novembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 272 de l'arrêté du 16 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2016 fixant la composition de la **commission paritaire des publications et agences de presse**.

Arts visuels

– **5 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 281 du décret n° 2018-1079 du 3 décembre 2018 relatif au **conseil national des professions des arts visuels**.

– **6 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 282 de l'arrêté du 20 novembre 2018 portant **création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « 1 % artistique »**.

Presse

- **7 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 283 de l'arrêté du 30 novembre 2018 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 modifié instituant une aide aux publications nationales d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Musées

- **13 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 288 du décret n° 2018-1132 du 11 décembre 2018 modifiant le décret n° 2011-52 du 13 janvier 2011 relatif à l'Établissement public de la réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs-Élysées.

Presse

- **15 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 290 de l'arrêté du 5 décembre 2018 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 portant réglementation des agences de presse.

Droits d'auteur

- **21 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 295 du décret n° 2018-1185 du 19 décembre 2018 relatif à l'affiliation, au recouvrement des cotisations sociales et à l'ouverture des droits aux prestations sociales des artistes-auteurs.
- **22 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 96 du décret n° 2018-1200 du 20 décembre 2018 relatif à l'exception au droit d'auteur, aux droits voisins et au droit des producteurs de bases de données en faveur de personnes atteintes d'un handicap.

Internet – Presse – Radio – Télévision

- **23 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 297 de la loi organique n° 2018-1201 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information et de la loi n° 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information.

Enseignement supérieur Culture – Arts visuels – Danse – Théâtre et spectacles – Spectacles musicaux

- **27 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 299 de l'arrêté du 26 octobre 2018 fixant les modalités de l'évaluation des formations dans les domaines de spectacle vivant et des arts plastiques dans le cadre d'une demande d'accréditation en vue de la délivrance de diplômes nationaux relevant du ministère chargé de la Culture autres que ceux conférant un grade défini à l'article L. 613-1 du Code de l'éducation.

Presse – Arts visuels – Professions culturelles

- **28 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 300 de l'arrêté du 24 décembre 2018 modifiant l'arrêté du 9 mai 2017 fixant le salaire minimum des journalistes professionnels auteurs d'images fixes rémunérés à la pige.

Architecture – Enseignement supérieur Culture

- **28 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 300 de l'arrêté du 6 décembre 2018 relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Droits d'auteur

- **30 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 302 du décret n° 2018-1200 du 20 décembre 2018 relatif à l'exception au droit d'auteur, aux droits voisins et au droit des producteurs de bases de données en faveur de personnes atteintes d'un handicap.

Emploi culturel – Spectacles musicaux

- **30 décembre 2018** : parution au *Journal officiel* n° 302 du décret n° 2018-1361 du 28 décembre 2018 relatif à la prolongation des mesures du Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps) et instituant des mesures en faveur de l'emploi des artistes lyriques.

2017

Création artistique

- **21 janvier 2017** : parution au *Journal officiel* n° 18 du décret n° 2017-57 du 19 janvier 2017 instituant une aide à l'embauche des jeunes artistes diplômés.

Cinéma

- **18 janvier 2017** : parution au *Journal officiel* n° 15 du décret n° 2017-40 du 16 janvier 2017 pris pour l'application des articles L. 213-37 et L. 251-13 du *Code du cinéma et de l'image animée* et relatif à la transparence des **comptes de production et d'exploitation des œuvres cinématographiques et audiovisuelles**

Radio

- **29 janvier 2017** : parution au *Journal officiel* n° 25 du décret n° 2017-104 du 27 janvier 2017 relatif à l'**aide aux propriétaires d'équipements auxiliaires sonores de conception de programmes et de radiodiffusion à usage professionnel** instituée par le troisième alinéa de l'article 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Patrimoines – Musées

- **5 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 31 du décret n° 2017-133 du 3 février 2017 relatif à l'établissement public du musée national Jean-Jacques-Henner et du musée national Gustave-Moreau.

Archéologie

- **10 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 35 du décret n° 2017-156 du 8 février 2017 relatif au **Conseil national de la recherche archéologique** et aux commissions territoriales de la recherche archéologique.

Télévision

- **17 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 41 du décret n° 2017-193 du 15 février 2017 portant modification du régime du parrainage télévisé.

Patrimoines – Musées

- **23 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 46 du décret n° 2017-219 du 20 février 2017 portant **création du Centre d'études des nabis et du symbolisme** au sein de l'établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.

Musique enregistrée – Danse – Théâtre – Spectacles musicaux

- **28 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 50 du décret n° 2017-255 du 27 février 2017 relatif à l'**observatoire de l'économie de la filière musicale**.

Architecture – Urbanisme – Paysage

- **28 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 50 du décret n° 2017-252 du 27 février 2017 relatif à l'établissement du **projet architectural, paysager et environnemental d'un lotissement**.
- **28 février 2017** : parution au *Journal officiel* n° 50 du décret n° 2017-254 du 27 février 2017 portant application des dispositions des articles L. 151-29-1 et L. 152-6 du *Code de l'urbanisme* (procédure pour une demande de dérogation aux règles de l'urbanisme).

Propriété intellectuelle

- **5 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 55 du décret n° 2017-284 du 2 mars 2017 pris pour l'application des articles L. 123-7 et L. 311-6 du code de la propriété intellectuelle.

Télévision – Radio

- **22 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 69 du décret n° 2017-363 du 21 mars 2017 portant modification des cahiers des charges des sociétés nationales de programme **France Télévisions, Radio France et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France**.

Télévision – Cinéma

– **23 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 70 du décret n° 2017-373 du 21 mars 2017 portant modification du régime de contribution à la production d'œuvres audiovisuelles applicable aux éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre et aux éditeurs de services de médias audiovisuels à la demande.

Arts plastiques – Métiers d'art

– **29 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 75 du décret n° 2017-418 du 27 mars 2017 portant statut particulier du corps des chefs de travaux d'art.

Musique enregistrée – Danse – Théâtre – Spectacles musicaux

– **16 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 64 du décret n° 2017-338 du 15 mars 2017 relatif au médiateur de la musique.

Patrimoines – Création artistique

– **30 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 76 du décret relatif au label Centre culturel de rencontre.

Arts plastiques – Métiers d'art – Spectacle vivant

– **30 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 76 du décret n° 2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques.

Architecture

– **30 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 76 du décret n° 2017-433 du 28 mars 2017 relatif au label Architecture contemporaine remarquable pris en application de l'article L. 650-1 du Code du patrimoine.

Patrimoines

– **30 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 76 du décret n° 2017-434 du 26 mars 2017 relatif au label Centre culturel de rencontre.

Patrimoines – Monuments historiques

– **31 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 77 du décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables.

Marché de l'art

– **31 mars 2017** : parution au *Journal officiel* n° 77 du décret n° 2017-449 du 29 mars 2017 portant transposition de la directive 2013/55/UE modifiant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles aux opérateurs de ventes volontaires.

Musées

– **2 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 79 du décret n° 2017-469 du 31 mars 2017 relatif aux labels Pôle national de référence et Pôle national de référence numérique.

Architecture – Professions culturelles

– **7 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 83 du décret n° 2017-495 du 6 avril 2017 portant diverses dispositions relatives à l'organisation de la profession d'architecte.

Architecture

– **13 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 88 de l'arrêté du 30 mars 2017 relatif au certificat d'urbanisme, au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et modifiant le Code de l'urbanisme.

Spectacles musicaux

– **28 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 100 du décret n° 2017-652 du 7 avril 2017 modifiant le décret n° 94-111 du 5 février 1994 fixant le statut de l'Opéra national de Paris.

Livre et lecture – Équipements culturels

– **28 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 100 de l'ordonnance n° 2017-650 du 27 avril 2017 modifiant le livre III du Code du patrimoine (Bibliothèques municipales, intercommunales et départementales).

Architecture – Enseignement supérieur

– **30 avril 2017** : parution au *Journal officiel* n° 102 du décret n° 2017-673 du 28 avril 2017 relatif à l'utilisation du titre de paysagiste concepteur.

Enseignement supérieur Culture

– **4 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 105 du décret n° 2017-718 du 2 mai 2017 relatif aux établissements d'enseignement de la création artistique.

Archives

– **4 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 105 du décret n° 2017-719 du 2 mai 2017 relatif aux services publics d'archives, aux conditions de mutualisation des archives numériques et aux conventions de dépôt d'archives communales.

Patrimoines – Monuments historiques

– **4 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 105 du décret n° 2017-720 du 2 mai 2017 fixant la liste et le périmètre de domaines nationaux.

Cinéma

– **5 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 106 de l'ordonnance n° 2017-762 du 4 mai 2017 modifiant la partie législative du Code du cinéma et de l'image animée.

Enseignement supérieur Culture

– **6 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 107 du décret n° 2017-778 du 4 mai 2017 relatif au Conseil national de l'enseignement supérieur de la recherche artistiques et culturels.

Danse – Théâtre – Spectacles musicaux

– **10 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 109 du décret n° 2017-926 du 9 mai 2017 relatif à la transmission de données relatives aux spectacles organisés par les entrepreneurs de spectacles vivants.

Archéologie

– **10 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 109 du décret n° 2017-925 du 9 mai 2017 relatif aux procédures administratives en matière d'archéologie préventive et aux régimes de propriété des biens archéologiques.

Propriété intellectuelle

– **10 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 1009 du décret n° 2017-924 du 6 mai 2017 relatif à la gestion des droits d'auteur et des droits voisins par un organisme de gestion de droits et modifiant le code de la propriété intellectuelle.

Musique enregistrée

– **11 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 110 du décret n° 2017-1 046 du 10 mai 2017 instituant un dispositif de soutien à l'emploi dans le secteur de l'édition phonographique.

Théâtre et spectacles

– **11 mai 2017** : décret n° 2017-1049 du 10 mai 2017 relatif à la participation d'amateurs à des représentations d'une œuvre de l'esprit dans un cadre lucratif.

Éducation artistique et culturelle

– **11 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 110 du décret n° 2017-1045 du 10 mai 2017 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil à l'éducation artistique et culturelle.

Télévision – Radio

– **11 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 110 du décret n° 2017-1042 du 9 mai 2017 portant modification des cahiers des charges des sociétés nationales de programme [France Télévisions](#), [Radio France](#) et de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Patrimoines – Musées

– **11 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 110 du décret n° 2017-1047 du 10 mai 2017 relatif au [Conseil artistique des musées nationaux](#).

Architecture

– **11 mai 2017** : parution au *Journal officiel* n° 110 du décret n° 2017-1044 du 10 mai 2017 portant [expérimentation en matière de construction](#).

Archéologie

– **30 juin 2017** : parution au *Journal officiel* n° 152 de l'ordonnance n° 2017-1117 du 29 juin 2017 relative aux règles de conservation, de sélection et d'étude du [patrimoine archéologique mobilier](#).

Jeux vidéo

– **13 août 2017** : parution au *Journal officiel* n° 189 du décret n° 2017-1281 du 9 août 2017 fixant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au [crédit d'impôt en faveur des créateurs de jeux vidéo](#) prévues aux articles 79 et 80 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

Patrimoines

– **6 juillet 2017** : parution au *Journal officiel* n° 157 de l'ordonnance n° 2017-1134 du 5 juillet 2017 portant dispositions communes à l'ensemble du [patrimoine culturel](#).

Presse écrite

– **13 septembre 2017** : parution au *Journal officiel* n° 214 du décret n° 2017-1332 du 11 septembre 2017 relatif à la [réforme du fonds d'aide au portage de la presse](#).

Archives – Architecture

– **31 décembre 2017** : parution au *Journal officiel* n° 305 du décret n° 2017-1876 du 29 décembre 2017 portant adaptation des dispositions relatives aux [services d'archives et aux conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement à la collectivité de Corse](#).

2016

Fonction publique

– **2 mars 2016 : décret n° 2016-255** du 2 mars 2016 relatif au [statut particulier des fonctionnaires de la filière recherche](#) du ministère de la Culture et de la Communication.

Déconcentration

– **26 mars 2016 : décret n° 2016-385** du 29 mars 2016 portant création de la [direction des affaires culturelles de Mayotte](#).

Presse

– **26 avril 2016 : décret n° 2016-511** relatif au [fonds de soutien aux médias d'information sociale de proximité](#) – Création d'un fonds de soutien aux médias d'information sociale dans leur activité éditoriale et dans le développement d'actions sociales portant sur les médias et à destination des publics auxquels ils s'adressent principalement.

Équipements culturels

– **20 juin 2016 : décret n° 2016-818** portant changement de dénomination de l'[Établissement public du musée du quai Branly](#). L'Établissement public du musée du quai Branly est dénommé « Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac ».

Monuments historiques

- **22 juin 2016 : décret n° 2016-831** relatif aux [techniciens-conseils agréés pour les orgues protégées au titre des monuments historiques](#). Il porte notamment transposition des dispositions de la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 sur la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Architecture

- **27 juin 2016 : décret n° 2016-857** du 27 juin 2016 portant adaptation du droit de l'Union européenne du décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la [reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte](#). Le décret modifie les articles relatifs aux qualifications requises pour exercer la profession d'architecte du [décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009](#) relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte, conformément à la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.

Musées

- **5 juillet 2016 : décret n° 2016-924** instituant une [commission d'acquisition compétente](#) pour les musées nationaux érigés en services à compétence nationale et les musées nationaux du [château de Fontainebleau](#), de la [céramique à Sévres](#) et [Adrien-Dubouché](#) à Limoges.

Enseignement artistique

- **6 juillet 2016 : décret n° 2016-932** du 6 juillet 2016 relatif au [diplôme d'État de professeur de musique](#).

Architecture – Patrimoine – Spectacle vivant

- **7 juillet 2016 : loi n° 2016-925** du 7 juillet 2016 relative à la [liberté de la création](#), à l'[architecture](#) et au [patrimoine](#).

Enseignement artistique

- **11 juillet 2016 : décret n° 2016-956** relatif au [certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de musique](#).

Équipements culturels

- **11 août 2016 : décret n° 2016-1126** relatif à l'[Institut national de recherches archéologiques préventives](#). Le décret modifie la répartition des compétences entre le président et le directeur général délégué. Il confie au président la direction exécutive de l'Inrap. Le président préside le conseil d'administration et dirige l'établissement tandis que le directeur général délégué est chargé de l'administration et de la gestion, sous l'autorité du président.

Presse

- **26 août 2016 : décret n° 2016-1161** relatif au [soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse](#) et réformant les aides à la presse. Le décret institue notamment un fonds de soutien à l'émergence et à l'innovation dans la presse. Celui-ci a pour vocation de distribuer trois types d'aides : 1. des bourses d'émergence, qui ont pour objectif de soutenir la conception, le lancement et le début du développement de nouvelles publications et de nouveaux services de presse en ligne ; 2. des aides à des programmes d'incubation dédiés aux médias émergents ; 3. des aides à des programmes de recherche et de développement devant profiter à l'innovation dans le secteur de la presse.

Cinéma

- **31 août 2016 : décret 2016-1191** fixant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au [crédit d'impôt pour dépenses de production déléguée d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles](#) prévues à l'article 111 de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et modifiant la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée.

L'article 111 de la loi de finances pour 2016 a modifié l'article 220 *sexies* du Code général des impôts. Tout d'abord, certaines œuvres cinématographiques peuvent bénéficier du crédit d'impôt tout en dérogeant à la condition de réalisation principale en langue française : les œuvres d'animation ou de fiction dites à forts effets visuels et les œuvres tournées en langue étrangère pour des raisons scénaristiques. Ensuite, le taux du crédit d'impôt est porté à 30 % pour les œuvres cinématographiques tournées en langue française et pour les œuvres cinématographiques d'animation auxquelles sont assimilées les œuvres à forts effets visuels. Le plafond du crédit d'impôt pour une œuvre cinématographique est porté à 30 millions d'euros. Enfin, pour les œuvres audiovisuelles de fiction, le taux du crédit d'impôt est porté à 25 % et le plafond fixé en fonction du coût de production avec un maximum de 10 000 € par minute produite et livrée.

Le III de l'article 111 de la loi précitée indique que ces mesures entrent en vigueur à une date fixée par décret devant intervenir dans les six mois suivant la décision d'autorisation de la Commission européenne relative à cette disposition. La Commission a autorisé l'ensemble de ces modifications dans sa décision du 21 mars 2016. Le présent décret fixe la date d'entrée en vigueur de l'article 111 précité au lendemain de sa propre publication.

Arts plastiques

- **24 août 2016 : décret n° 2016-1154** portant création du **Conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques**. Le décret a pour objet de créer, auprès du ministre chargé de la Culture, un Conseil national des œuvres dans l'espace public dans le domaine des arts plastiques, chargé notamment d'émettre un avis sur les projets artistiques dans le champ des arts plastiques situés dans l'espace public.

Spectacle vivant

- **7 septembre 2016 : décret n° 2016-1209** du 7 septembre 2016 relatif au **crédit d'impôt au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation d'un spectacle vivant musical ou de variétés** prévu par l'article 220 *quinquies* du Code général des impôts. Le décret précise l'assiette du crédit d'impôt au titre des dépenses de création, d'exploitation et de numérisation d'un spectacle vivant musical ou de variétés et fixe les conditions de délivrance des agréments provisoires et définitifs, les modalités de fonctionnement du comité d'experts chargé de donner un avis sur cet agrément et les obligations déclaratives incombant aux entreprises qui souhaitent obtenir le bénéfice du crédit d'impôt auprès de l'administration fiscale.

Internet

- **7 octobre 2016 : loi n° 2016-1321** du 7 octobre 2016 pour une **République numérique**

Équipements culturels

- **19 octobre 2016 : décret n° 2016-1409** relatif à la **Cité de l'architecture et du patrimoine** (Capa). Le décret a pour objet de moderniser les statuts de la Capa. À cet effet, la représentation de l'État au sein des administrateurs évolue. L'organisation de l'établissement est simplifiée. Les modalités de nomination des chefs de département sont en partie modifiées. Les dispositions relatives aux pouvoirs du président et aux recettes de l'établissement sont adaptées afin de prendre en compte les nouvelles normes de gestion budgétaire et comptable publique. L'établissement est chargé d'une mission de maîtrise d'ouvrage sur les espaces qu'elle occupe pour l'exercice de ses missions, à l'exception des travaux de clos et couvert qui sont réalisés par les services de l'État.

Enseignement artistique

- **20 octobre 2016 : décret n° 2016-1421** relatif au **certificat d'aptitude aux fonctions de professeur de danse**.

Musique – Internet

- **21 octobre 2016 : décret n° 2016-1422** du 21 octobre 2016 instituant une **aide à l'innovation et à la transition numérique de la musique**.

Mécénat

- **24 octobre 2016 : décret n° 2016-1434** relatif aux **distinctions de mécène et de donateur de la culture**. Le décret a pour objet d'élargir les notions de mécène et de donateur, de préciser les conditions d'attribution de leurs distinctions ainsi que de prévoir une durée indéterminée pour ces distinctions.

Arts plastiques

- **4 novembre 2016 : décret n° 2016-1497** du 4 novembre 2016 relatif aux **modalités de prêts et de dépôts de certaines collections publiques**. Le décret modifie les dispositions du chapitre III du titre I^{er} du livre I^{er} du Code du patrimoine relatives aux prêts et dépôts des œuvres confiées à la garde du Centre national des arts plastiques afin de faciliter les prêts et les dépôts d'œuvres d'art.

Archéologie préventive

- **2 novembre 2016 : décret n° 2016-1485** relatif aux **subventions accordées aux collectivités territoriales en compensation des travaux engagés pour les opérations de diagnostic d'archéologie préventive**. Il définit les modalités de répartition et de versement des subventions assurant le financement des diagnostics réalisés par les collectivités territoriales dans le cadre de la budgétisation de la redevance pour l'archéologie préventive.

Biens culturels

- **22 novembre 2016 : décret n° 2016-1573** relatif à la [restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre de l'Union européenne](#). Le présent décret transpose la directive 2014/60/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (refonte). Il est pris en application de l'article 6 de la loi n° 2015-195 du 20 février 2015 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel.

Réutilisation des données publiques

- **29 novembre 2016 : décret n° 2016-1617** relatif aux [catégories d'informations publiques de l'État et de ses établissements publics administratifs](#) susceptibles d'être soumises au paiement d'une redevance de réutilisation.

Presse

- **2 décembre 2016 : décret n° 2016-1647** réformant une disposition du [fonds d'aide au portage à la presse](#). Le décret a pour objet de reconduire pour l'année 2016, dans la limite des crédits disponibles, la mesure transitoire prévue lors de la réforme du fonds d'aide au portage par le 2^e de l'article 8 du décret n° 2014-1080 du 24 septembre 2014 portant réforme du fonds d'aide au portage de la presse et déjà reconduite pour l'année 2015 par l'article 4 du décret n° 2015-1392 du 30 octobre 2015 réformant plusieurs dispositifs d'aide à la presse écrite.

Architecture

- **14 décembre 2016 : décret n° 2016-1738** relatif à des [dispenses de recours à un architecte](#). Le décret, pris en application de la loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, détermine le seuil de recours obligatoire à l'architecte pour les personnes physiques qui édifient ou modifient des constructions, à l'exception des constructions à usage agricole.

Spectacle vivant

- **15 décembre 2016 : décret n° 2016-1739** relatif à la [Commission professionnelle consultative du spectacle vivant](#). Le présent décret procède au renouvellement de la Commission professionnelle consultative du spectacle vivant jusqu'au 31 décembre 2017.
- **16 décembre 2016 : décret n° 2016-1764** du 16 décembre 2016 instituant une [aide à l'embauche d'un premier salarié en contrat à durée indéterminée pour les entreprises relevant des branches du spectacle](#). Cette aide à l'embauche est l'une des mesures prévues par le Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps). Elle est destinée aux entreprises du spectacle qui procèdent à l'embauche d'un premier salarié en contrat à durée indéterminée. Le décret définit les modalités de mise en œuvre de l'aide à l'embauche, notamment son champ d'application, les conditions d'éligibilité, le montant de l'aide et les modalités de gestion du dispositif.
- **16 décembre 2016 : décret n° 2016-1765** instituant une [prime à l'emploi pérenne de salariés du spectacle](#). Cette prime est l'une des mesures prévues par le fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps). Elle vise à favoriser l'embauche par contrat à durée indéterminée des salariés du secteur du spectacle. Le décret définit les modalités de mise en œuvre de cette prime, notamment son champ d'application, les conditions d'éligibilité, son montant et les modalités de gestion du dispositif.
- **16 décembre 2016 : décret n° 2016-1766** instituant une [prime aux contrats de longue durée dans le secteur du spectacle](#). Cette prime est l'une des mesures prévues par le Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps). Elle vise à inciter les employeurs à recourir à des contrats dont la durée est la plus longue possible. Le décret définit les modalités de mise en œuvre de cette prime, notamment son champ d'application, les conditions d'éligibilité, son montant et les modalités de gestion du dispositif.

Propriété littéraire et artistique

- **22 décembre 2016 : ordonnance n° 2016-1823** portant transposition de la directive 2014/26/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la [gestion collective du droit d'auteur et des droits voisins](#) et l'octroi de [licences multi-territoriales de droits sur des œuvres musicales](#) en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur.

2015

Intermittence

- **7 janvier 2015** : la mission de concertation et de proposition menée par le député Jean-Patrick Gille, l'ancienne directrice du Festival d'Avignon Hortense Archambault et l'ancien directeur général du travail, Jean-Denis Combrexelle remet son rapport au Premier ministre le 7 janvier 2015. Les propositions formulées doivent permettre de **bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle**.

Droit d'auteur – Europe

- **15 janvier 2015** : remise du rapport 2014/2256 (INI) sur la mise en œuvre de la directive 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'**harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information** à la Commission des affaires juridiques du Parlement européen

Arts plastiques

- **28 janvier 2015 : décret n° 2015-92** relatif à l'attribution des **aides déconcentrées destinées aux artistes, auteurs d'œuvres graphiques et plastiques**. Ce décret définit le système des aides financières pouvant être apportées aux auteurs d'œuvres graphiques et plastiques afin de soutenir et développer l'activité créatrice des artistes. Les demandes sont adressées à la direction régionale des affaires culturelles et attribuées par le préfet de région après avis de la commission consultative.

Livre

- **9 février 2015** : avis du médiateur du livre sur la **conformité des offres d'abonnement avec accès illimité** à la loi du 26 mai 2011 relative au prix du livre numérique.

Éducation artistique et culturelle

- **11 février 2015** : pour favoriser l'égal accès des jeunes à la culture dès le plus jeune âge, la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et la ministre de la Culture et de la Communication ont présenté en conseil des ministres du 11 février 2015 une **communication relative à l'art et la culture à l'école**.

Ministère de la Culture – Recrutement

- **10 février 2015 : décret n° 2015-153** modifiant le décret n° 2013-419 du 22 mai 2013 relatif à l'ouverture des recrutements réservés pour l'**accès aux corps de fonctionnaires de l'État relevant du ministre chargé de la Culture** ayant pour objet de compléter la liste des corps et grades de fonctionnaires du ministère ouverts aux recrutements réservés. Le premier grade du corps des conservateurs du patrimoine et le troisième grade du corps des adjoints techniques des administrations de l'État sont désormais accessibles aux agents contractuels qui remplissent les conditions d'éligibilité au dispositif d'accès à l'emploi titulaire fixées aux articles 2 et 4 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Archéologie préventive

- **18 février 2015 : décret n° 2015-192** relatif à la prorogation des mandats de certains membres du conseil scientifique de l'**Institut national de recherches archéologiques préventives** pour que son renouvellement se déroule en dehors du cycle de renouvellement général des instances de concertation de la fonction publique de manière à ce que la spécificité de l'enjeu de cette consultation puisse clairement apparaître.

Propriété littéraire et artistique

- **20 février 2015 : loi n° 015-195** portant diverses dispositions d'une adaptation au droit de l'Union européenne dans les domaines de la **propriété littéraire et artistique et du patrimoine culturel**. Les dispositions de ce décret sont relatives à l'allongement de la durée de protection de certains droits voisins, à l'exploitation de certaines œuvres orphelines, à la restitution de biens culturels sortis illicitement du territoire d'un État membre de l'Union européenne et à l'Outre-mer.

Cinéma

- **24 février 2015** : le Conseil d'État, saisi par plusieurs organisations de producteurs et une organisation de salariés, **annule l'extension de la convention collective du cinéma**, qui s'appliquait depuis le 1^{er} juillet 2013 à toutes les productions cinématographiques, y compris les plus petites.

Livre

- **5 mars 2015** : suite à une saisine de la Commission européenne, la Cour de justice européenne (CJUE) rend un arrêt dans les affaires C-479/13 et C-502/13 Commission/France et Commission/Luxembourg : selon l'arrêt, C-479/13, « la France et le Luxembourg ne peuvent pas appliquer un taux réduit de tva à la vente de livres électroniques, contrairement au livre papier ». La cjue estime que la réglementation française qui permet d'appliquer un taux de fiscalité réduit dérogatoire au livre numérique (5,5 % au lieu 20 %) n'est pas conforme à la réglementation européenne, au motif que le livre numérique n'est pas un bien mais un service.

Spectacle vivant

- **16 mars 2015** : arrêté du 16 mars 2015 relatif à l'agrément de l'avenant n° 2 du 24 octobre 2014 à la convention du 14 mai 2014 relative à l'**indemnisation du chômage** modifiant la liste relative au **champ d'application de l'annexe VIII pour le spectacle vivant privé**.

Livre

- **19 mars 2015** : à l'occasion du Salon du livre de Paris, la ministre de la Culture et de la Communication signe une déclaration conjointe avec les ministres de la culture d'Allemagne, d'Italie et de Pologne. Les ministres appellent la Commission européenne à mettre fin à la discrimination dont fait l'objet le livre numérique. Les livres sont essentiels au développement et à la circulation du savoir et de la culture. Ils jouent un rôle décisif en faveur de la diversité culturelle, un des plus grands atouts de l'Europe et renforcent le sentiment de citoyenneté européenne. La promotion de la lecture et de la littérature doit être au cœur de ses politiques culturelles.

Ordre des Arts et Lettres

- **6 mars 2015** : **décret n° 2015-263** modifiant le décret n° 57-549 du 2 mai 1957 portant institution de l'**ordre des Arts et des Lettres** pour introduire la possibilité de nommer ou de promouvoir dans l'ordre des Arts et des Lettres des personnes tuées ou blessées en raison de leur activité, sans condition d'âge ou d'ancienneté, dans un délai d'un an à compter de l'événement ayant occasionné la blessure ou le décès.

Cinéma

- **10 mars 2015** : **décret n° 2015-268** modifiant la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée et relatif à l'**aménagement cinématographique**.

Enseignement artistique

- **11 mars 2015** : **décret n° 2015-286** portant statut particulier du **corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle** et décret n° 2015-287 fixant l'échelonnement indiciaire qui leur est applicable.

Cinéma

- **17 mars 2015** : **le décret n° 2015-307** rehausse le taux du **crédit d'impôt** à 30 % pour les films dont le budget de production est inférieur à 4 millions d'euros pour rendre la France plus attractive pour un certain nombre de tournages.

Édition

- **19 mars 2015** : **décret n° 2015-318** relatif au **dépôt légal par les éditeurs des documents imprimés, graphiques et photographiques** en réduisant de deux à un le nombre d'exemplaires des documents imprimés, graphiques et photographiques qui doivent être déposés par leurs éditeurs au titre du dépôt légal auprès de la Bibliothèque nationale de France.

Langue française

- **25 mars 2015** : **décret n° 2015-341** relatif à l'**enrichissement de la langue française** ayant pour objet de simplifier et de moderniser le dispositif d'enrichissement de la langue française.

Enseignement artistique

- **30 mars 2015** : **décret n° 2015-370** modifiant le décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au **corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art** et élargissant les missions de la commission d'évaluation des professeurs des écoles nationales supérieures d'art en lui attribuant la compétence pour apprécier si le candidat à un concours de recrutement justifie d'une pratique artistique régulière d'une durée minimum de huit années correspondant à la discipline d'enseignement présentée au concours.

Arts plastiques

– **23 avril 2015 : décret n° 2015-463** fixant les nouveaux statuts de l'établissement public du [Centre national des arts plastique](#).

Audiovisuel

– **27 avril 2015 : décret n° 2015-483** portant modification du [régime de contribution à la production d'œuvres audiovisuelles des services de télévision](#) afin de mettre en œuvre la réforme du régime de contribution à la production audiovisuelle indépendante résultant de l'article 29 de la loi n° 2013-1028 du 15 novembre 2013 relative à l'indépendance de l'audiovisuel public, qui a modifié l'article 71-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication. Cette réforme a eu pour objectif d'autoriser les éditeurs de services de télévision à détenir des parts de producteurs dans les œuvres audiovisuelles dont ils ont financé une part substantielle. Conformément au renvoi au pouvoir réglementaire opéré par la loi, le décret fixe cette part substantielle de financement à 70 % du devis de production d'une œuvre audiovisuelle et encadre la détention des droits secondaires et des mandats de commercialisation que peuvent détenir les éditeurs de services de télévision en conséquence.

Propriété intellectuelle

– **6 mai 2015 : décret n° 2015-506** pris pour l'application des articles L. 135-7, L. 212-3-1 et L. 212-3-3 du Code de la propriété intellectuelle qui précise, d'une part, les modalités d'application des nouvelles dispositions relatives à certaines utilisations d'[œuvres orphelines](#), notamment les sources d'informations appropriées qui doivent être consultées pour chaque catégorie d'œuvres au titre des recherches diligentes, avérées et sérieuses et les modalités suivant lesquelles un titulaire de droits sur une œuvre déclarée orpheline peut se manifester afin que son utilisation cesse et qu'une compensation équitable lui soit versée.

Il définit, d'autre part, les modalités suivant lesquelles un artiste-interprète peut résilier l'autorisation d'exploitation donnée à un producteur de phonogrammes pendant la durée supplémentaire de protection et les conditions d'agrément de la société de perception et de répartition des droits chargée de percevoir la rémunération annuelle due aux artistes-interprètes pendant cette même durée.

Livre

– **11 mai 2015 : décret n° 2015-519** relatif aux agents habilités en matière de [contrôle du prix des livres](#) organisant la désignation et l'assermentation des agents institués par les articles 142 et 143 de la loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 relative à la consommation et définit les modalités de recherche et de constatation des infractions aux lois n° 81-766 du 10 août 1981 et n° 2011-590 du 26 mai 2011 par ces mêmes agents.

– **11 mai 2015** : le président de la Commission européenne annonce qu'il était favorable à un [alignement en 2016 des taux de TVA](#) des livres électroniques et de la presse en ligne sur ceux des supports papier, rejoignant ainsi les revendications franco-allemandes.

Spectacle vivant

– **8 juin 2015 : décret n° 2015-641** instaurant un dispositif d'aides destinées à soutenir des projets et activités de création présentés par des artistes, compagnies et ensembles professionnels dans les domaines de la [danse, de la musique, du théâtre, des arts de la rue et des arts du cirque](#).

Intermittence

– **17 août 2015 : loi n° 2015-994** relative au dialogue social et à l'emploi.

Dans son titre II, « [Conforter le régime d'assurance chômage de l'intermittence](#) », la loi dispose, notamment (articles 34 et 37), que l'existence du régime spécifique des intermittents est inscrite dans le Code du travail (article L. 5424-22 du code du travail).

La loi établit un système de négociation à deux niveaux : les organisations de salariés et d'employeurs aptes à conclure la convention d'assurance chômage établissent un document de cadrage que doivent respecter les organisations professionnelles représentatives du secteur du spectacle dans le cadre de l'accord qu'elles peuvent conclure, les organisations étant épaulées par un comité d'expertise créé par la loi (dont est membre le chef du Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la culture).

Les organisations du secteur sont invitées à réviser la liste des emplois pouvant être pourvus par le biais de la conclusion de cdd d'usage (CDDU) avant le 31 mars 2016 et à renégocier les conditions de recours à ce type de contrat.

Musique

– **24 septembre 2015 : décret n° 2015-1178** de création de l'établissement public de la [Cité de la musique - Philharmonie de Paris](#).

Enseignement artistique

– 2 octobre 2015 : décret n° 2015-1227 relatif au [diplôme d'État de professeur de théâtre](#).

Cinéma

– 28 octobre 2015 : décret n° 2015-1376 modifiant le [régime de diffusion et de contribution à la production d'œuvres cinématographiques des éditeurs de services de télévision de cinéma](#). Le décret a pour objet de tirer les conséquences de l'évolution des relations entre éditeurs de services de télévision de cinéma et représentants de l'industrie cinématographique et modifie les règles de diffusion et de contribution à la production d'œuvres cinématographiques applicables aux éditeurs de services de télévision de cinéma.

Presse

– 30 octobre 2015 : décret n° 2015-1392 réformant plusieurs [dispositifs d'aide à la presse écrite](#). Le décret est destiné à reconduire, pour l'année 2015, la mesure transitoire prévue lors de la réforme du fonds d'aide au portage par le 2° de l'article 8 du décret n° 2014-1080 du 24 septembre 2014 portant réforme du fonds d'aide au portage de la presse. Le décret prévoit également de ne pas verser l'aide au portage lorsque le montant calculé est inférieur à 500 euros et d'adapter les textes relatifs aux aides à la presse à la structuration de la profession de commissaire aux comptes.

Établissements publics culturels

– 22 octobre 2015 : décret n° 2015-1331 portant diverses dispositions relatives à certains établissements publics culturels. Ce décret permet notamment d'harmoniser les [durées de mandat des dirigeants des établissements publics nationaux](#) placés sous la tutelle du ministère chargé de la Culture et de limiter le nombre de leurs renouvellements.

Relations avec les usagers

– 5 novembre 2015 : décret n° 2015-1428 relatif aux exceptions, dans le domaine ministère de la Culture et de la Communication, à l'application du [droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique](#).

Presse

– 6 novembre 2015 : décret n° 2015-1440 relatif au soutien de l'État au [pluralisme de la presse](#).

– 10 novembre 2015 : décret n° 2015-1468 modifiant le décret n° 2012-373 du 16 mars 2012 pris pour l'application des articles 18-12 et 18-13 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 et relatif aux décisions de l'[Autorité de régulation de la distribution de la presse et du Conseil supérieur des messageries de presse](#).

Communication

– 19 novembre 2015 : décret n° 2015-1500 relatif à l'aide à la réception instituée par le deuxième alinéa de l'article 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la [liberté de communication](#).

– 19 novembre 2015 : décret n° 2015-1499 relatif à l'aide à l'équipement et à l'assistance technique aux téléspectateurs permettant la [continuité de la réception des services de télévision en clair diffusés par voie hertzienne terrestre](#) à l'occasion de l'arrêt de l'utilisation de la norme de codage vidéo MPEG-2.

Réutilisation des données publiques

– 28 décembre 2015 : loi n° 2015-1779 relative à la [gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public](#).

Délégation de compétences

– 30 décembre 2015 : décret n° 2015-1918 portant [délégation de compétences du ministère de la Culture et de la Communication à la région Bretagne](#). La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles autorise l'État à déléguer à une collectivité territoriale l'exercice de certaines de ses compétences. Le décret autorise la délégation de l'État à la région Bretagne de certaines de ses compétences dans les secteurs du livre et de la lecture, du cinéma et du patrimoine immatériel.

Droit du travail

– 30 décembre 2015 : décret n° 2015-1889 relatif aux règles de composition et de fonctionnement du [comité d'expertise prévu à l'article L. 5424-23 du Code du travail](#). Ce décret est pris pour l'application de l'article 34 de la loi n° 2015-994 du 17 août 2015 relative au dialogue social et à l'emploi. Dans le cadre de la [procédure de négociation des règles d'indemnisation des artistes et techniciens du spectacle](#), le comité d'expertise est chargé d'évaluer les propositions émises en cours de négociation par une organisation d'employeurs ou de salariés représentative de

l'ensemble des professions de la production cinématographique, de l'audiovisuel ou du spectacle et le respect, par l'accord conclu au niveau professionnel, de la trajectoire financière définie par les organisations représentatives au niveau national et interprofessionnel.

Ministère de la Culture et de la Communication

– **29 décembre 2015 : loi n° 2015-1785** du 29 décembre 2015 de finances pour 2016. La loi fixe le montant de l'ensemble des crédits budgétaires, dépenses fiscales et taxes affectées, engagés en faveur de la culture et de la communication.

2014

Équipements culturels, livre

– 2014 est déclarée année des bibliothèques par le ministère de la Culture et de la Communication.

Cinéma

– **1^{er} janvier 2014** : TVA à taux réduit de 5,5 % rétabli pour la vente de tickets d'entrée aux salles de cinéma, selon l'article 7 de la loi n° 2013-1278 de finances pour 2014.

Organisation territoriale

– **27 janvier 2014 : loi n° 2014-58** de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite « loi MAPAM ». La loi rétablit la clause de compétence générale des départements et des régions, prévoit la création du statut de « métropole » pour les agglomérations de plus de 400 000 habitants et vise à clarifier les compétences des collectivités territoriales en créant des « conférences territoriales de l'action publique » (CTAP), organes de concertation entre les collectivités et l'État.

Au 1^{er} janvier 2015, 10 métropoles ont vu le jour : Bordeaux, Brest, Grenoble, Lille, Montpellier, Nantes, Rennes, Rouen, Strasbourg et Toulouse, qui s'ajoutent à celle de Nice, créée en 2012.

Créée également le 1^{er} janvier 2015, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et dispose d'un statut particulier (collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution). Elle remplace la Communauté urbaine de Lyon et exercera, sur son périmètre, les compétences du département du Rhône.

Le texte institue au niveau régional une conférence territoriale de l'action publique qui établira un pacte de gouvernance territoriale. Elle sera présidée par le président du Conseil régional et rassemblera les représentants de l'ensemble des exécutifs locaux – régions, départements, métropoles, agglomérations – ainsi que des délégués de maires et de communautés de communes et un représentant de l'État (le préfet).

Parallèlement à la réforme territoriale, le gouvernement a relancé la réforme de l'État, dont celle de ses services déconcentrés (Conseil des ministres du mercredi 2 juillet 2014). Une « revue des missions des administrations centrales et déconcentrées » a pour but d'identifier les missions « qui relèvent des missions fondamentales de l'État et celles qui doivent être abandonnées ou exercées différemment ». Au niveau déconcentré, il s'agit de renforcer le rôle de proximité de l'État dans les départements. La charte de la déconcentration des services de l'État de 1992 sera de ce fait revue.

Spectacles musicaux

– **6 février 2014 : décret 2014-109** relatif à l'Opéra national de Paris.

Langue française, audiovisuel

– **11 février 2014** : parution dans le **JO n° 35 du texte n° 94** fixant le vocabulaire de l'audiovisuel.

Patrimoine

– **11 février 2014 : décret n° 2014-119** relatif au livre VII de la partie réglementaire du Code du patrimoine.

Presse

– **27 février 2014 : loi n° 2014-237** harmonisant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables à la presse imprimée et à la presse en ligne.

Langue française, presse, édition

– **23 mars 2014** : parution dans le **JO n° 70 du texte n° 46** fixant le vocabulaire de l'édition et de la presse.

Audiovisuel

– **28 mars 2014 : décret n° 2014-382** du relatif à l'organisation et au fonctionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Ministère de la Culture et de la Communication

– **4 et 5 avril 2014** : forum de Chaillot : avenir de la culture, avenir de l'Europe. À l'initiative du ministère français de la Culture et de la Communication, colloque européen dédié à la place de la Culture en Europe et réaffirmant l'engagement des États européens pour la diversité culturelle.

Ministère de la Culture et de la Communication

– **16 avril 2014 : décret n° 2014-411** relatif aux attributions du ministre de la Culture et de la Communication.

Spectacles musicaux

– **30 avril 2014 : décret n° 2014-449** relatif à la Cité de la musique.

Langue française, audiovisuel

– **16 mai 2014** : parution dans le **JO n° 113 du texte n° 106** fixant le vocabulaire de l'audiovisuel.

Presse

– **23 juin 2014 : décret n° 2014-659** portant réforme des aides à la presse.

Le nouveau décret accroît le nombre des entreprises concernées par cette contractualisation qui conditionne désormais le bénéfice de l'ensemble des aides directes à la presse. La signature d'une convention cadre interviendra indépendamment du bénéfice des aides du fonds stratégique pour le développement de la presse. Une faculté de suspension du versement des aides à la presse est mise en place pour ceux des groupes ou éditeurs de presse qui ne respectent pas leurs engagements.

Le décret simplifie les obligations déclaratives pour les groupes ou éditeurs de presse signataires des conventions cadres sollicitant une aide au titre de plusieurs dispositifs.

Dans le souci d'une plus grande efficacité, le décret procède en outre à la fusion des sections du fonds stratégique pour le développement de la presse. Le comité d'orientation du fonds est unifié et sa composition est modifiée, en particulier pour intégrer des personnalités qualifiées. Une formation de club des innovateurs du comité d'orientation est créée. Elle a pour prérogative le lancement chaque année d'appels à projets innovants et mutualisés, dotés de crédits spécifiques prélevés sur ceux du fonds stratégique.

Le soutien du fonds stratégique est désormais réservé aux publications de presse et services de presse en ligne d'information politique et générale et assimilés ainsi qu'aux agences de presse. Par exception, il demeure ouvert en 2014 et 2015 aux publications et services en ligne relevant de la presse technique, spécialisée, scientifique ou culturelle. Le décret modifie les taux de subvention du fonds stratégique ainsi que l'assiette des dépenses éligibles. À compter de 2016, les projets de développement et d'innovation comprenant l'acquisition ou la location de matériels liés à l'impression ne peuvent bénéficier du soutien du fonds que s'ils justifient de l'absence de surcapacité d'impression répondant à des besoins équivalents dans la zone de production concernée. Le taux maximal d'aides aux projets ne remplissant pas cette condition ira en décroissant en 2014 et 2015.

Le décret modifie par ailleurs la composition de la commission paritaire des publications et agences de presse et institue un président suppléant de cette commission. Le décret procède enfin à l'ajustement d'autres dispositifs d'aide au secteur de la presse. Le bénéfice du fonds d'aide à la presse hebdomadaire régionale ou locale, institué par le décret du 26 novembre 2004, est progressivement plafonné pour un seul groupe à 25 % du total des crédits de ce fonds. Le même fonds est prorogé jusqu'au 31 décembre 2016. Le délai pour demander cette aide est prorogé jusqu'au 31 juillet pour l'année 2014.

Droit d'auteur

– **24 juin 2014 : décret n° 2014-677** relatif à l'aide à l'écriture d'œuvres musicales originales.

Emploi et professions culturelles

– **25 juin 2014 : arrêté portant agrément de la convention du 14 mai 2014 relative à l'indemnisation du chômage.**

Signée le 14 mai 2014 par plusieurs organisations patronales et salariales, cette nouvelle convention sur l'assurance chômage introduit des modifications portant sur les contributions sociales (passage du taux global de contribution de 10,8 % à 12,8 %, 8 % pour les employeurs et 4,8 % pour les salariés) et établit des règles de différé (décalage dans le temps du versement de l'indemnisation) et de plafonnement du cumul du salaire et de l'allocation-chômage.

Contexte : le régime dérogatoire d'assurance chômage des salariés intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle vivant est fixé par les deux annexes VIII et X au règlement général de l'assurance chômage, créées à la fin des années 1960 et plusieurs fois réformées depuis cette date. Ces deux annexes se caractérisent actuellement par un seuil d'affiliation de 507 heures à réunir sur 10 mois (pour les techniciens qui relèvent de l'annexe VIII) ou 10,5 mois (pour les artistes qui relèvent de l'annexe X) et ouvrant droit à une période d'indemnisation de 243 jours. Le 24 juin 2014, le Premier ministre a confié à trois experts (Hortense Archambault, Jean-Denis Combrexelle et Jean-Patrick Gille) une « mission de concertation et de proposition pour bâtir un cadre stabilisé et sécurisé pour les intermittents du spectacle ». Après six mois de concertation intense de l'ensemble des acteurs menée au Conseil économique, social et environnemental (CESE), ces experts ont rendu leur rapport le 7 janvier 2015¹. Ils y exposent un bilan détaillé des auditions réalisées et formulent un certain nombre de propositions. Le Premier ministre annonce que le régime sera sanctuarisé par son inscription dans la (future) loi sur la création.

Livre

- **8 juillet 2014 : loi n° 2014-779** encadrant les conditions de la vente à distance des livres et habilitant le gouvernement à modifier les dispositions du Code de la propriété intellectuelle relatives au contrat d'édition.

Cinéma

- **9 juillet 2014 : décret n° 2014-794** du relatif à la partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée.

Enseignement supérieur culture

- **17 juillet 2014 : décret n° 2014-817** du 17 juillet 2014 relatif à l'organisation de l'enseignement supérieur d'arts plastiques.

Livre

- **19 août 2014 : décret n° 2014-936** relatif au médiateur du livre.

Le 5 septembre 2014, Laurence Engel, conseillère maître à la Cour des comptes, est nommée médiateur du livre par décret. Cette nouvelle autorité, créée par l'article 144 de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, doit contribuer à assurer la transparence au sein de la filière et à préserver les équilibres économiques entre les acteurs du secteur.

Audiovisuel

- **8 septembre 2014 : décret n° 2014-1027** portant modification du cahier des charges de la société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Presse

- **24 septembre 2014 : décret n° 2014-1080** portant réforme du fonds d'aide au portage de la presse.

Droits d'auteur, financement de la culture, musique enregistrée

- **9 octobre 2014 : décret n° 2014-1167** modifiant le décret n° 2006-1764 du 23 décembre 2006 pris pour l'application des articles 220 *octies* et 220 Q du Code général des impôts et relatif à l'agrément des productions phonographiques ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses dans la production d'œuvres phonographiques.

Audiovisuel

- **22 octobre 2014 : décret n° 2014-1235** modifiant le décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

Ministère de la Culture et de la Communication

- **23 octobre 2014 : décret n° 2014-1305** relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance des décisions implicites d'acceptation sur le fondement II de l'article 21 de la loi n° 2003-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Monuments historiques

- **31 octobre 2014 : décret n° 2014-1314** portant simplification du régime des travaux sur les immeubles adossés aux monuments historiques ou situés dans leur champ de visibilité et adaptation de l'organisation administrative dans le domaine du patrimoine.

Livre

– **1^{er} décembre 2014 : décret n° 2014-1435** relatif au Centre national du livre.

Spectacles

– **26 décembre 2014 : décret n° 2014-1651** relatif à l'attribution des aides aux projets artistiques dans les domaines des arts de la rue et des arts du cirque.

Cinéma

– **30 décembre 2014 : décret n° 2014-1749** relatif au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères.